



LE QATAR, COMBIEN DE DIVISIONS ?
Par le général^(2S) François CHAUVANCY¹



Doha

La lutte contre le groupe terroriste « état islamique » et l'exfiltration d'Afghans au service des États-Unis vers la base américaine d'Al Udeid au Qatar rappellent la place de cet État tout comme celle des EAU et de la base française qui y est stationnée. Ces États puissamment armés sans en avoir les ressources humaines se révèlent des bases militaires utiles au cœur du Moyen-Orient pour des puissances étrangères qui offrent en retour leur protection. Cependant la valeur de celle-ci peut se révéler aléatoire et contraint les États-hôtes à diversifier leurs garanties sécuritaires.

Le Qatar est un exemple de cette sécurité extérieure partiellement confiée par une pétromonarchie à des puissances étrangères. En effet, 3^e exportateur mondial de gaz naturel liquéfié, sa richesse suscite beaucoup de convoitises de la part de ses voisins immédiats. En outre, cet État affiche sa volonté de contribuer en toute indépendance aux relations internationales. Les exemples les plus récents sont aussi bien l'accueil des négociations à Doha entre Américains et Talibans, à la demande des États-Unis, que son influence en Libye, sinon en Tunisie ou demain en Afghanistan

en coordination avec la Turquie. Enfin son ambition internationale est clairement affichée depuis l'attribution de l'organisation de la Coupe du monde de football de 2022 aux enjeux immenses en termes de « soft power » pour ne pas être décrédibilisé au niveau international.

Dans un contexte régional hostile, le Qatar a abandonné le relatif et bref activisme militaire extérieur voulu par l'émir Hamad. Il privilégie désormais les capacités pour assurer sa sécurité tout en faisant appel à des puissances étrangères en garnison sur son territoire.

1 - Diplômé de Saint-Cyr, breveté de l'Ecole de guerre, docteur en sciences de l'information et de la communication, titulaire d'un troisième cycle en relations internationales, il a servi en opérations à plusieurs reprises en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient. Il est chargé de cours sur les questions de défense et d'influence dans plusieurs universités et prépare aux concours militaires (EDG, ESP Terre, DRSD). Depuis 2011, il anime le blog <https://theatrum-belli.com/defense/blog-defense-et-securite/>





Des engagements militaires modérés sur le terrain depuis 1991

Indépendant en 1971, le Qatar a engagé ses forces armées pour la première fois dans un engagement international lors de la bataille d'Al-Khafji le 29 janvier 1991 contre les troupes de Saddam Hussein. Cette localité est reprise par les Marines américains qui incluent une force arabe composée d'un bataillon qatari équipé de chars d'origine française aux côtés de trois bataillons de chars saoudiens. Les militaires étrangers qui avaient combattu sous le drapeau de l'émirat obtiennent la nationalité qatarie. En 2006, 200 soldats qataris renforcent la Force des Nations unies au Liban et sont intégrés au sein du dispositif français. Il est le premier pays arabe à participer à ce type d'opération dans cette région afin de consolider la trêve qui vient d'être signée entre le Hezbollah et Israël.

Cependant, un activisme militaire qatari se révèle temporairement de 2011 à 2013 en Libye, en Syrie et sans doute au Mali sous l'impulsion de Cheikh Hamad au pouvoir jusqu'en juin 2013 et père de l'émir actuel.

La mise à l'épreuve des forces armées qataries en Libye

Le théâtre libyen est le premier test « grandeur nature » de l'implication militaire du Qatar dans un État arabe pour en modifier la gouvernance. Après la reconnaissance par le président Sarkozy du conseil national de transition libyen, le Qatar est le deuxième pays à le reconnaître. Son engagement et celui des Émirats arabes unis au côté de la France, du Royaume-Uni et des États-Unis confèrent à cette guerre la caution arabe nécessaire dans cette région arabo-musulmane. L'activisme militaire de Cheikh Hamad en Libye peut répondre à deux hypothèses. La première, la plus proche de la réalité, est géopolitique en phase avec l'éveil des peuples arabes. La seconde, plus hypothétique, est économique. Un contrat était en cours de négociation entre Total et la Libye mais le dirigeant libyen refusait de valider ce contrat dans lequel le Qatar était partie prenante.

L'engagement militaire du Qatar accompagné d'une campagne de communication dans le monde arabo-musulman par Al-Jazira, le média qatari, est légitimé par le prédicateur salafite Al-Qaradawi qui émet une fatwa pour que Kadhafi soit destitué. Sur le terrain, le Qatar aurait distribué 400 millions de dollars et 20 000 tonnes d'armement² dès avril 2011 mais les destinataires sont principalement les groupes islamistes, ce qui suscite de fortes réactions au sein de la coalition.

500 commandos des forces armées qataries appuient et renseignent l'OTAN en différents points du territoire libyen. Une trentaine d'officiers français, britanniques et américains

les assistent. Un état-major franco-qatari est installé à Doha. Des forces aériennes participent à la mise en œuvre de la « no-fly zone ». Cependant, des divergences apparaissent sur le terrain. Les Qataris foncent sur Tripoli et donnent l'assaut malgré l'opposition française.

Le Qatar en Syrie, un engagement activiste

Le Qatar s'implique résolument dans la crise syrienne qui débute en mars 2011. Pourtant, Cheikh Hamad est proche de Bachar Al Assad. En 2008, le Qatar a soutenu le retour de la Syrie sur la scène internationale qui permet au président syrien d'être invité par l'ancien président Sarkozy pour le 14 juillet malgré les polémiques. L'influence du Qatar est aussi visible par sa contribution au développement économique de la Syrie. Au printemps 2011, le Qatar se propose comme médiateur sans succès suite aux premières manifestations. Hamad soutient alors résolument l'opposition syrienne et appelle publiquement à la démission du président syrien. Pour l'Émir, les régimes arabes doivent évoluer, devenir moins despotiques et être à l'écoute de leurs peuples respectifs, un invariant de la politique étrangère qatarie.

Sur le plan militaire, il arme et finance l'opposition syrienne, encourage les défections au sein du régime syrien. Les Qataris participent à la mise sur pied d'une salle d'opération commune à Adana en Turquie avec le soutien de l'Arabie saoudite. Comme en Libye, les forces spéciales armées qataries entrent en action en parallèle à l'action diplomatique. L'axe turco-qatari se confirmera ultérieurement. En effet, le Qatar apportera un soutien total à l'engagement militaire turc en Syrie du Nord contre le mouvement kurde³.

Une présence soupçonnée au Mali

Après la Libye et la Syrie, ce fut l'engagement qatari supposé au Mali en 2013. Ce conflit montre un activisme plus flou sur les objectifs poursuivis par le Qatar qui se dissocie de l'opération française, notamment par le biais d'interventions humanitaires pouvant couvrir une implication militaire. Le Qatar y est en effet en terrain connu. Les premières actions de l'organisation humanitaire privée « Qatar Charity » remontent à 2007 notamment en donnant l'accès à des microcrédits à ceux qui respectent les principes de l'islam. Le président français François Hollande évoque, sinon dénonce lors d'une conférence de presse, les financements humanitaires du Qatar qui pouvaient tomber aux mains des groupes terroristes. Les réactions du Qatar à l'offensive française au Mali sont par ailleurs mitigées. Le 17 janvier 2013, le prédicateur Al-Qaradawi attaque sur Al Jazira la position de la France. Sur le terrain, des informations ou

2 - *Weekly standard*, 5 septembre 2011

3 - *Al-Monitor*, 9 janvier 2019, "Al-Monitor Gulf states slowly warm to Damascus", <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2019/01/gulf-states-accept-syria-damascus-conflict.html>



18 décembre 2019. L'hommage des tribus lors du défilé de la fête nationale

des rumeurs signalent une présence militaire qatarie sans que cela ne soit totalement confirmé. Un rapport du Sénat français du 16 avril 2013⁴ réfutera cette implication qatarie. En juin 2013, l'arrivée pacifique au pouvoir de Cheikh Tamim Al-Thani réduit sensiblement l'activisme militaire de l'émirat. La dernière opération en tant que telle est la participation des forces qataries au conflit yéménite⁵ au titre de la solidarité avec le conseil de coopération du Golfe. Les Qataris fournissent dix Mirage 2000 en mars 2015. Ils renforcent les troupes au sol à compter de septembre 2015 avec un millier de soldats et plus de 200 véhicules blindés déployés à partir de la frontière saoudo-yéménite. Leur retrait fut imposé par les autres États du CCG après la crise de juin 2017.

Assurer aujourd'hui la stabilité de l'émirat

La stabilité repose aussi bien sur les conditions sociales que sur la satisfaction des besoins élémentaires de la population que ce soit par la répartition des richesses, l'alimentation

et l'accès à l'eau potable, le Qatar dépendant à 99 % de l'eau dessalée et produisant peu de produits alimentaires. Ce contexte donne une dimension particulière à la stratégie de défense et de sécurité nationale du Qatar.

Quels besoins en sécurité pour le Qatar ?

Sur le plan intérieur, l'État du Qatar reste un État stable malgré les inquiétudes dues en premier lieu à la faiblesse numérique des Qataris par rapport à la présence immigrée, soit une population d'environ 2,5 millions d'habitants avec seulement 10 % de Qataris. Les autorités ont gardé en mémoire la révolte des 9 000 travailleurs asiatiques du site industriel de Ras Raffan en avril 2006. Les améliorations du droit du travail, des conditions de vie des travailleurs, facilitées par la contrainte de l'image internationale du Qatar à présenter lors de la coupe du monde de football de 2022 répondent à ce besoin pratiquement existentiel de la paix sociale au Qatar⁶ et donc aussi de la sécurité intérieure. Autre point noir est cette inquiétude face à la présence de plusieurs

4 - Rapport d'information du Sénat, « Mali comment gagner la Paix ? », P46, 16 avril 2013, <http://www.senat.fr/rap/r12-513/r12-5131.pdf>

5 - France 24, 7 septembre 2015, <https://www.france24.com/fr/20150907-arabie-saoudite-qatar-troupes-sol-yemen-houthis-rebelles-chiites-sanaa-coalition-arabe>





milliers d'Iraniens chiïtes dans l'Émirat d'autant que le Qatar est un État wahhabite. Enfin, les « printemps arabes » ont constitué autant de signaux d'alerte.

La sécurité extérieure pour sa part comprend deux axes. Le premier est celui de garder des relations cordiales avec l'Iran en évitant d'être entraîné par ses voisins et les États-Unis dans leur affrontement. Le second est de ne pas être assujéti à ses voisins immédiats, l'Arabie saoudite et les EAU. Leur intervention militaire à Bahreïn en 2011 a suscité l'inquiétude qatarie tout comme l'ont montré les crises les plus récentes de 2014 et de 2017. Le besoin d'une armée nationale et la mobilisation constatée aujourd'hui de la société qatarie répondent à ces inquiétudes.

Des forces militaires peu nombreuses mais bien équipées

L'avenir sécuritaire de la région est incertain et volatil ce qui impose une capacité nationale à faire face au moins à des crises mineures dans l'attente du soutien des États alliés. Le budget annuel de la défense est évalué à 1,8 milliard d'euros soit 1,5 % de son PIB. Le Qatar est devenu un important importateur d'armes de tous les pays : chars de combat et artillerie allemands, hélicoptères de combat américains, des capacités antinavires et anti-aériennes avec des missiles Patriot. La force terrestre du Qatar met en œuvre une soixantaine de chars, dont 32 Léopard 2A7+ sur les 62 commandés auprès de l'Allemagne en 2013. Elle serait renforcée à terme de 100 chars turcs Altay suite à un accord signé avec le Qatar en 2019⁷.

Enfin, la menace d'une marée noire volontaire ou pas sur ses capacités de dessalement situées à Al Raffan impose que sa sécurité maritime soit désormais assurée. L'Irak de Saddam Hussein avait provoqué ce type de catastrophe en 1991 pour se protéger de la coalition chargée de libérer le Koweït. Le bon fonctionnement des deux usines de dessalement de l'eau de mer, implantées essentiellement sur le site de Ras Laffan

qui est aussi le plus grand complexe gazier du Qatar, est donc crucial. La base navale Al-Daayen a été inaugurée le 14 juillet 2019 et accueille désormais les garde-côtes qataris équipés de navires-patrouilleurs turcs.

Des faiblesses en ressources humaines

Les ressources humaines nationales représentent un point faible de l'Émirat. L'armée compterait 14 000 soldats, en fait plutôt une dizaine de milliers. La troupe est composée en partie de Pakistanais et de Soudanais. Tous les postes d'officiers et de commandement sont occupés par les Qataris. Les pilotes de chasse qataris formés en France et aux États-Unis arment 36 Rafale et à terme 72 F15. La féminisation est faible bien qu'une unité entièrement féminine défilait lors de la fête nationale du 18 décembre 2019. En revanche, le Qatar rechigne à mettre en place un mercenariat à la différence de ses voisins comme les EAU.

Un objectif affiché désormais pour le Qatar est de mettre sur pied une armée de 25 000 soldats. Plusieurs bureaux de recrutement ont été ouverts mais avec un succès mitigé. Le service militaire a été instauré et accueille 2 000 conscrits par an. Construire la nation qatarie dans cet environnement régional instable est un facteur de résilience nécessaire et partiellement démontré depuis le 5 juin 2017 y compris contre les attaques informationnelles⁸.

Une grande partie de la sécurité de l'État du Qatar repose aujourd'hui sur la protection accordée par des puissances étrangères.

Les puissances militaires étrangères au Qatar

La coopération militaire est restée limitée au positionnement de troupes étrangères et aux marchés d'armement. La diversification est de rigueur pour ne pas être soumis au diktat d'un pays exportateur dont l'acheteur serait alors dépendant. En l'occurrence, le Qatar avait en mémoire 2008



18 décembre 2019. Transports de troupes Renault



18 décembre 2019. Piranha II

6 - Pour en savoir plus sur les tensions au Moyen-Orient, Général François Chauvancy, *Blocus du Qatar : l'offensive manquée - Guerre de l'information, jeux d'influence, affrontement économique*, Paris, Hermann, septembre 2018, 330 p.

7 - OPEX 360, 13 mars 2019, <http://www.opex360.com/2019/03/13/le-qatar-aurait-commande-100-chars-altay-a-la-turquie/>

8 - Général François Chauvancy, « Cyberattaques et actions d'influence dans la crise du Golfe arabo-persique de 2017 », revue *Diplomatie* n°94, novembre 2018



Les bases étrangères dans la péninsule arabique

où les Émirats arabes unis voulant bombarder Al-Qaïda en Libye en avaient été empêchés sur leur propre base aérienne par l'état-major américain parce que les avions étaient de fabrication américaine. Cependant les achats d'armement amènent aussi les États protecteurs à contribuer à la protection du Qatar.

Des relations militaires limitées entre la France et le Qatar

La France a privilégié précocement ses relations militaires avec le Qatar. Il faut cependant constater aujourd'hui que la priorité a été donnée aux EAU et que le Qatar a distendu ces relations au départ plutôt prometteuses.

En 1994, le premier accord de défense est signé avec le Qatar par le ministre de la défense de l'époque, François Léotard, puis complété par le ministre de la défense Alain Richard en 2001 sans qu'il ne soit rendu public⁹. La création d'un « Saint-Cyr » au Qatar est envisagée en 2007 alors que l'Émir puis son fils Tamim ont reçu une formation militaire à son « équivalent » britannique de Sandhurst mais cela n'aboutira pas en raison de la partie française livrée à ses querelles intestines.

En mai 2015, la première livraison des avions de chasse Rafale fait suite à la signature du contrat d'acquisition de 24

puis 12 appareils par l'État du Qatar en décembre 2017. 200 pilotes et mécaniciens qataris sont formés en France suite à ce contrat qui s'élève à 6,3 milliards d'euros.

Pour autant, ces marchés sont-ils aussi florissants pour la France que l'on pourrait le supposer? Le défilé militaire du jour de la fête nationale permet de se rendre compte de la réalité. Ainsi, le 18 décembre 2019, l'armée qatarie défile avec l'ensemble de ses matériels très modernes. Les Rafale dominent les airs... dans un défilé aérien composé principalement d'hélicoptères et d'avions américains F15. Les équipements terrestres de conception française se limitent à des camions de transport de troupes Renault et à des véhicules blindés légers (VBL). Le contrat signé en 2017 pour 490 véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI) chez Nexter pour une valeur d'1,4 milliard d'euros a été abandonné au profit de l'Allemagne en 2020. Cela fait suite à une inculpation pour corruption par la justice française de Nasser al-Khelaïfi, président du PSG et proche de l'Émir.

Pour limiter son isolement diplomatique, le Qatar a cependant signé avec la France le 11 février 2019 un accord de « dialogue stratégique »¹⁰. Pourtant à la date d'aujourd'hui, il ne semble pas avoir abouti à des résultats concrets.

9 - Vanessa Ratignier et Pierre Péan, « Une France sous influence », Editions Fayard, septembre 2014, chapitre 5

10 - OPEX 360, 11 février 2019, <http://www.opex360.com/2019/02/11/la-france-et-le-qatar-ont-signé-un-accord-de-dialogue-strategique/>



Au marché aux faucons de Doha

Une présence américaine forte et incontournable

Pour garantir sa neutralité et protéger sa souveraineté, Cheik Hamad a signé un accord de défense bilatéral avec les États-Unis suite à la première guerre du Golfe de 1990-1991. En 1996, il leur demande d'installer une base américaine à Al Udeid qui ne sera construite qu'ultérieurement avec le financement du Qatar, soit plus d'un milliard de dollars contre 100 millions pour les États-Unis. Aujourd'hui, celle-ci est la plus grande base américaine du Moyen-Orient et accueille plus de 11 000 soldats américains et 100 avions. Comme pour l'Afghanistan et la guerre en Irak de 2003, les opérations aériennes contre le groupe terroriste « état islamique » sont en grande partie conduites à partir de cette base opérationnelle depuis décembre 2002. Elle est aussi une garantie contre toute agression extérieure.

Suite à la crise du 5 juin 2017 et aussi à l'annonce de l'achat par le Qatar de 72 F-15 le 14 juin 2017 pour 12 milliards de dollars, un « partenariat stratégique » est signé avec les États-Unis en janvier 2018, réaffirmé par D. Trump en

avril 2018... alors que Doha annonce 18 milliards d'euros d'investissements aux États-Unis dans le secteur énergétique américain au cours des cinq années suivantes.

Turquie, des relations renforcées depuis 2017

Les relations stratégiques entre le Qatar et la Turquie sont moins récentes qu'on ne pourrait le croire et ont été renforcées suite à la crise de 2017. Les deux États ont soutenu la lutte contre Bachar Al-Assad dès 2011. Un accord de défense stratégique signé en décembre 2014, une base est créée au Qatar. Lors de la crise de 2017, un premier détachement de 1 000 hommes est déployé et un état-major commun commandé par un général qatari est mis en place. Le 7 août 2017, un premier exercice interarmées nommé « Bouclier de fer » affiche la réalité militaire de cet accord de défense. Une relation privilégiée s'est donc construite et se retrouve dans de nombreuses enceintes internationales ou les rencontres régulières entre les deux chefs d'État. Doha investit massivement dans les industries turques de défense. Les liens sécuritaires se renforcent. La sécurité de la coupe du monde de football sera assurée par la Turquie.

* *

Certes le Qatar est un État peu important démographiquement et militairement. Cependant ses ressources financières lui donnent une capacité d'influence réelle comme en témoigne sa présence en France dans le PSG ou sa participation dans différents groupes économiques comme Lagardère.

La question reste celle de l'influence qu'il veut propager et qui se résume à ces questions: finance-t-il le terrorisme international comme il en a été souvent accusé? Soutient-il la propagation de l'islam politique? Concernant la première question, aucune preuve officielle n'a été apportée à ce jour. Concernant la seconde question, le doute persiste. Les soutiens à l'ancien président égyptien Morsi, au parti Ennahda en Tunisie, au président turc Erdogan, l'accueil aux membres du Hamas à Doha, tous proches des frères musulmans infirmeraient les positions officielles du Qatar. De fait, s'il agit de moraliser les gouvernants des États musulmans dans leurs rapports avec leurs populations, cette vision politique peut être comprise. Cependant, s'il agit de diffuser cette doctrine dans des États non musulmans dans un but prosélyte et religieux, cela doit être combattu.

En tout état de cause, celui qui se rendrait au Qatar constaterait que la vie locale est apaisée, sans extrémisme religieux visible. Ce qui est plutôt rassurant en ces temps troublés.

■ Général^(2S) François CHAUVANCY